



**AVOCAT**  
& PRATIQUE  
& PROFESSIONNELLE

# PRATIQUE DE DÉFENSE PÉNALE

Droit, histoire, stratégie

6<sup>e</sup> édition

François Saint-Pierre

**LGDJ** un savoir-faire de  
**lextenso**



# PRATIQUE DE DÉFENSE PÉNALE

## DROIT, HISTOIRE, STRATÉGIE

**François Saint-Pierre**

Avocat

6<sup>e</sup> édition



© 2023, LGDJ, Lextenso  
1, Parvis de La Défense • 92044 Paris La Défense Cedex  
[www.lgdj-editions.fr](http://www.lgdj-editions.fr)  
EAN : 9782275131276 • ISSN : 2827-7066  
Collection : Avocat & pratique professionnelle

---

# SOMMAIRE

## PREMIÈRE PARTIE

### L'AVOCAT ET SON CLIENT : L'ASSISTANCE ET LE CONSEIL

---

<b>Chapitre 1. La désignation d'un avocat : un droit et un contrat</b> .....	41
<b>Section 1. Le principe du libre choix d'un avocat par toute personne poursuivie</b> .....	42
§1. Le principe du libre choix de l'avocat, et ses limites .....	42
§2. Le principe d'une défense effective à toute phase de la procédure .....	43
§3. L'assistance nécessaire des mineurs par un avocat.....	44
§4. Les garanties de la liberté de choix de l'avocat .....	45
<b>Section 2. Entre l'avocat et son client : un contrat de défense</b> .....	45
§1. Les obligations du client envers son avocat .....	45
§2. Les obligations de l'avocat envers son client.....	46
§3. Les obligations de l'avocat envers la justice.....	46
§4. Exception de conflit d'intérêts.....	47
<b>Section 3. Spécificités de la défense pénale des entreprises, de leurs dirigeants et de leurs salariés</b> .....	47
§1. Représentation judiciaire de la personne morale poursuivie .....	47
§2. Responsabilité pénale des personnes morales, évolution.....	48
§3. Responsabilité pénale des personnes morales, critères .....	49
§4. Délégation de pouvoirs au sein d'une entreprise .....	51
§5. Organisation de la défense pénale de l'entreprise poursuivie .....	52
§6. Notion d'équipe d'avocats.....	53
<b>Section 4. La communication fonctionnelle du barreau et des avocats</b> .....	54
§1. Annuaire, spécialisation, sites internet .....	54
§2. Publicité, démarchages, signes distinctifs .....	55
<b>Chapitre 2. Le secret professionnel : une obligation et une prérogative</b> .....	57
<b>Section 1. L'obligation au secret professionnel de l'avocat envers son client</b> .....	58
§1. Nature juridique de l'obligation au secret professionnel de l'avocat.....	58
§2. Opposabilité du secret professionnel de l'avocat à la justice .....	59
§3. La violation du secret professionnel par l'avocat .....	60
§4. L'exception de révélation de soupçons de blanchiment de fonds .....	61
<b>Section 2. La confidentialité des communications de l'avocat</b> .....	61
§1. La confidentialité des consultations des avocats.....	61
§2. La confidentialité des correspondances écrites des avocats.....	62
§3. Confidentialité des communications avocats-clients en détention .....	63
§4. Entretiens et correspondances des détenus avec leurs autres visiteurs .....	66

<b>Section 3. L'obligation au secret professionnel de l'avocat vis-à-vis de la justice .....</b>	67
§1. Obligation de respect du secret de l'instruction judiciaire .....	67
§2. Expiration du secret de l'instruction judiciaire .....	68
§3. Le délit spécifique de violation du secret de l'enquête ou de l'instruction judiciaire .....	68
§4. Autres délits pénaux de violation des secrets judiciaires.....	69
<b>Section 4. Les secrets des autres professionnels, journalistes et médecins .....</b>	69
§1. Le secret professionnel des journalistes.....	69
§2. Le secret professionnel des médecins.....	71
§3. Le secret des affaires.....	72
§4. Les secrets et les lanceurs d'alerte .....	73
<b>Chapitre 3. Les écoutes, les saisies et les perquisitions de cabinets d'avocats</b>	75
<b>Section 1. Les écoutes des conversations téléphoniques du client de l'avocat .....</b>	76
§1. Écoute de la ligne téléphonique de la personne mise en examen.....	76
§2. Principe de l'interdiction de retranscription des conversations de l'avocat .....	77
§3. Exception de retranscription des conversations téléphoniques des avocats.....	78
§4. Écoutes téléphoniques en enquête préliminaire et de flagrance .....	79
§5. Les écoutes téléphoniques judiciaires, une législation récente .....	79
<b>Section 2. Les écoutes téléphoniques et les surveillances de l'avocat.....</b>	80
§1. Écoutes judiciaires de la ligne téléphonique de l'avocat.....	80
§2. Écoutes administratives de la ligne téléphonique de l'avocat .....	81
<b>Section 3. Les saisies des correspondances d'avocats.....</b>	82
§1. Principe d'insaisissabilité des correspondances d'avocats en matière de défense pénale..	82
§2. Exception de saisissabilité des correspondances d'avocats hors défense pénale .....	83
§3. Extension de l'insaisissabilité des correspondances d'avocats lors des enquêtes administratives .....	83
§4. Réquisitions judiciaires adressées aux avocats .....	84
§5. Enquêtes civiles sur référé visant des avocats.....	85
<b>Section 4. Les perquisitions des cabinets d'avocats .....</b>	85
§1. Procédure de perquisition de cabinets d'avocats.....	85
§2. Procédure d'opposition à la saisie de documents .....	86
§3. Jurisprudence de la CEDH sur les perquisitions de cabinets d'avocats .....	87
§4. Compétence du procureur de la République pour mener la perquisition d'un cabinet d'avocats ? .....	88
§5. Perquisitions de tribunaux et de domiciles de magistrats .....	88
§6. Les perquisitions de cabinets d'avocats : une histoire mouvementée.....	89
<b>Chapitre 4. Les honoraires de l'avocat : principes et pratique .....</b>	91
<b>Section 1. Les principes de liberté et d'équité des honoraires .....</b>	92
§1. Principe de liberté des honoraires .....	92

§2. Principe d'équité des honoraires.....	93
§3. Contestation des honoraires.....	94
§4. Succession d'avocats et règlement des honoraires.....	95
<b>Section 2. Le paiement des honoraires par le client, un tiers, son employeur.....</b>	<b>96</b>
§1. Règlement des honoraires par le client ou par un tiers.....	96
§2. Règlement des honoraires de la défense d'un fonctionnaire par l'administration.....	96
§3. Règlement des honoraires de la défense d'un salarié par l'employeur.....	97
§4. Règlement des honoraires de la défense d'un dirigeant par l'entreprise.....	97
§5. Justification de la prise en charge des honoraires par l'entreprise.....	98
<b>Section 3. L'aide juridictionnelle et la prévoyance.....</b>	<b>99</b>
§1. L'aide juridictionnelle : un droit.....	99
§2. Conditions de revenus pour l'obtention de l'aide juridictionnelle.....	100
§3. Rétribution des avocats au titre de l'aide juridictionnelle.....	100
§4. Parties civiles, aide juridictionnelle, provision <i>ad litem</i> .....	100
§5. Protection juridique.....	101
§6. L'aide juridictionnelle : une histoire ancienne.....	101
<b>Section 4. Les actions en remboursement des honoraires d'avocat.....</b>	<b>102</b>
§1. En cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement, remboursement des frais de défense ...	102
§2. En cas de condamnation, paiement des frais de procédure.....	102
§3. Justificatifs à produire lors d'une demande de remboursement.....	103

## DEUXIÈME PARTIE

### L'AVOCAT À L'ÉTUDE DU DOSSIER : L'EXAMEN DES PREUVES

<b>Chapitre 1. La prise de connaissance du dossier de la procédure.....</b>	<b>107</b>
<b>Section 1. L'information des personnes des poursuites les visant.....</b>	<b>109</b>
§1. Principe du secret des enquêtes.....	109
§2. Information de la personne placée en garde à vue.....	111
§3. Information de la personne mise en examen par le juge d'instruction.....	111
§4. Information de la personne renvoyée devant une juridiction de jugement.....	112
§5. Information du témoin assisté par le juge d'instruction.....	114
§6. Information de la personne déférée devant le procureur de la République.....	114
§7. Information de la personne citée à comparaître devant le tribunal correctionnel.....	115
§8. Le droit à l'information des personnes sur les poursuites les visant : une évolution historique continue.....	118
<b>Section 2. L'accès au dossier de la procédure.....</b>	<b>121</b>
§1. L'accès au dossier en garde à vue.....	121
§2. L'accès au dossier d'information judiciaire.....	122
§3. Le dossier d'instruction doit être complet et coté.....	122

§4. Le dossier d’instruction devant la chambre de l’instruction .....	123
§5. Visioconférence : mise à disposition du dossier d’instruction .....	124
§6. Enregistrement des interrogatoires et auditions .....	125
§7. Traduction des pièces du dossier d’instruction .....	125
§8. Procès-verbaux des témoins anonymes.....	126
§9. L’accès au dossier d’instruction du témoin assisté .....	126
§10. L’accès au dossier d’instruction des parties civiles .....	126
§11. Prise de connaissance du dossier au tribunal correctionnel.....	127
§12. Prise de connaissance du dossier devant la cour d’assises.....	128
§13. Le droit d’accès au dossier judiciaire, une longue évolution .....	128
<b>Section 3. Délivrance d’une copie du dossier de la procédure.....</b>	<b>130</b>
§1. Délivrance d’une copie du dossier d’information judiciaire à l’avocat.....	130
§2. Remise d’une copie du dossier d’information judiciaire aux personnes .....	132
§3. Exception de production de pièces d’une information judiciaire en cours dans d’autres instances .....	133
§4. Délivrance d’une copie de la procédure d’enquête préliminaire.....	134
§5. Délivrance d’une copie de la procédure devant les juridictions de jugement.....	135
§6. La copie du dossier judiciaire, une évolution longtemps discutée .....	136
<b>Section 4. Demandes de renseignements aux commissions administratives .....</b>	<b>138</b>
§1. Demande de renseignements à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignements (CNCTR) .....	138
§2. Demande de renseignements à la Commission de contrôle des fichiers d’Interpol (CCFI) ..	139
§3. Demande de renseignements à la Commission d’accès aux documents administratifs (CADA) .....	140
§4. Demande de renseignements à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ..	140
<b>Chapitre 2. Les demandes d’investigations, d’auditions et de confrontations ..</b>	<b>141</b>
<b>Section 1. Demandes d’investigations au juge d’instruction .....</b>	<b>142</b>
§1. Les demandes d’investigations : un droit des parties à l’information judiciaire.....	142
§2. Dépôt des demandes d’actes d’instruction et d’expertise.....	143
§3. Demandes diverses d’investigations au juge d’instruction .....	144
§4. Demandes d’interrogatoires, d’auditions et de confrontations .....	144
§5. Pouvoirs de la chambre de l’instruction en matière d’investigations .....	146
§6. Rappel des règles particulières d’audition de certains témoins .....	146
§7. Les demandes d’investigations : une innovation de la loi du 4 janvier 1993.....	147
<b>Section 2. Demandes d’investigations au procureur de la République.....</b>	<b>147</b>
§1. Demandes d’investigations lors du défèrement de la personne mise en cause .....	147
§2. Demandes d’investigations au cours d’une enquête préliminaire .....	148
§3. Instruction judiciaire ou enquête de police : les enjeux du mode de poursuites .....	148

---

<b>Section 3. Demandes de supplément d'investigations au tribunal correctionnel .....</b>	150
§1. Demandes de supplément d'investigations sur citation directe .....	150
§2. Demandes de supplément d'investigations en comparution immédiate ou à délai différé..	152
§3. Développement contemporain des demandes de supplément d'investigations au tribunal correctionnel .....	152
<b>Section 4. Demandes de supplément d'investigations à la cour d'assises.....</b>	153
§1. Demandes de supplément d'investigations avant l'audience de la cour d'assises .....	153
§2. Demandes de supplément d'investigations à l'audience de la cour d'assises.....	154
§3. La reconstitution criminelle : un acte indispensable.....	154
<b>Chapitre 3. Les expertises judiciaires : demandes et procédure .....</b>	155
<b>Section 1. Demandes et ordonnances d'expertise judiciaire .....</b>	156
§1. Demande d'expertise judiciaire .....	156
§2. Objet de l'expertise judiciaire.....	156
§3. Ordonnance de commission d'expertise judiciaire .....	157
§4. Évolution récente de la procédure de commission d'expertise judiciaire.....	158
<b>Section 2. Statut et obligations de l'expert judiciaire.....</b>	159
§1. Inscription des experts judiciaires sur les listes officielles .....	159
§2. Obligations d'impartialité et d'indépendance des experts judiciaires.....	160
§3. Adjonction d'un sachant technique .....	161
<b>Section 3. Opérations et rapport d'expertise judiciaire .....</b>	161
§1. Auditions des parties par les experts judiciaires .....	161
§2. Caractère contradictoire ou non des opérations d'expertise .....	162
§3. Signature et notification du rapport d'expertise judiciaire aux parties.....	163
§4. Délai du recours en nullité du rapport d'expertise judiciaire .....	164
§5. Notification du rapport d'expertise au témoin assisté .....	164
§6. Expertise judiciaire sur intérêts civils .....	164
<b>Section 4. Les expertises ordonnées par le parquet ou la juridiction de jugement .....</b>	165
§1. Les expertises judiciaires ordonnées par les juridictions de jugement .....	165
§2. Les expertises judiciaires ordonnées par le procureur de la République .....	166
§3. Les expertises en matière de droit de la consommation .....	166
<b>Chapitre 4. Recherche et production de preuves en défense .....</b>	167
<b>Section 1. Expertises privées en défense : légales et utiles.....</b>	168
§1. Règles de droit applicables aux expertises privées en défense.....	168
§2. Pratique judiciaire des expertises privées .....	169
<b>Section 2. Investigations privées en défense : difficultés théoriques et pratiques .....</b>	170
§1. Un phénomène contemporain : le développement des investigations privées.....	170
§2. Les investigations privées et le respect du droit à la vie privée .....	171

§3. Les investigations privées et les auditions de témoins.....	172
§4. Les investigations privées et le secret professionnel de l'avocat.....	172
<b>Section 3. Production de preuves par les parties : régime juridique .....</b>	<b>173</b>
§1. Production de preuves : la jurisprudence civile de la Cour de cassation.....	173
§2. Production de preuves : la jurisprudence pénale de la Cour de cassation .....	174
§3. Production de preuves illicites en matière fiscale .....	175
§4. Production de preuves : la jurisprudence de la CEDH .....	175
§5. Production de preuves illicites et responsabilité de l'avocat .....	176
<b>Section 4. Procédures de référé civil et administratif en matière pénale .....</b>	<b>176</b>
§1. L'usage de la procédure de l'article 145 du Code de procédure civile .....	176
§2. L'usage de la procédure de référé administratif .....	177

## TROISIÈME PARTIE

### L'AVOCAT ET LE DROIT : LA CRITIQUE DE LA LÉGALITÉ DU PROCÈS

---

<b>Chapitre 1. L'action publique : les causes d'extinction .....</b>	<b>181</b>
<b>Section 1. La prescription de l'action publique, de l'action civile et de la peine .....</b>	<b>182</b>
§1. Demandes et exceptions de prescription de l'action publique.....	182
§2. Délais de prescription de l'action publique.....	184
§3. Prescription différée .....	185
§4. Interruption de la prescription .....	187
§5. Suspension de la prescription.....	189
§6. Prescription en matière internationale.....	190
§7. Prescription de la peine .....	191
§8. Prescription de l'action civile .....	191
§9. Évolution historique des règles de prescription .....	192
<b>Section 2. La chose jugée et la relance des poursuites .....</b>	<b>194</b>
§1. Principe de l'interdiction de la double poursuite .....	194
§2. Demande au juge d'instruction de constatation de la chose jugée .....	195
§3. Décisions revêtues ou non de l'autorité de la chose jugée .....	195
§4. Doubles poursuites en matière internationale .....	197
§5. Doubles poursuites en matière disciplinaire.....	198
§6. Doubles poursuites en matières fiscale et boursière.....	200
§7. Chose jugée au civil, au commercial et à l'administratif .....	202
<b>Section 3. L'abrogation de la loi pénale, le décès de la personne poursuivie.....</b>	<b>203</b>
§1. Lois d'abrogation, lois plus favorables .....	203
§2. Les interprétations jurisprudentielles .....	205
§3. Le retrait d'un acte administratif .....	206
§4. Décès de la personne physique poursuivie.....	206
§5. Dissolution de la personne morale poursuivie .....	206

---

<b>Section 4. La question du droit à un procès dans un délai raisonnable</b> .....	207
§1. Notion de délai raisonnable.....	207
§2. Absence de conséquences procédurales du délai déraisonnable .....	208
§3. Pas de revirement de jurisprudence.....	209
§4. Conséquences indemnitaires du délai déraisonnable .....	210
<b>Chapitre 2. Les poursuites : nullités, causes et conséquences</b> .....	211
<b>Section 1. Les cas de nullité de procédure</b> .....	212
§1. Cas de nullités textuelles .....	212
§2. Cas de nullités substantielles .....	216
§3. Cas de nullités d'ordre public.....	217
§4. Cas particuliers de nullités de procédure.....	222
§5. Cas non constitutifs de nullité .....	224
§6. Nullité et principes d'impartialité et de loyauté.....	226
§7. Nullité et principe de proportionnalité .....	228
§8. Mise en œuvre de l'exception d'incompétence, cause de nullité .....	229
§9. Mise en œuvre de l'exception de faux, cause de nullité .....	230
<b>Section 2. L'action en nullité de l'information judiciaire</b> .....	231
§1. Droit de contestation de la légalité des procédures d'instruction.....	231
§2. Procédure générale en nullité devant la chambre de l'instruction .....	232
§3. Recours spécifiques en nullité devant la chambre de l'instruction .....	234
§4. Dépôt de la requête en nullité, mémoires complémentaires, effets .....	236
§5. Procédures distinctes, actes concernant des tiers .....	238
§6. Conséquences de l'action en nullité devant la chambre de l'instruction .....	239
§7. L'action en nullité, modelée par de nombreuses lois de réformes.....	242
<b>Section 3. Les exceptions de nullité devant le tribunal correctionnel</b> .....	244
§1. Régime général des nullités devant les juridictions correctionnelles.....	244
§2. Procédure d'exception de nullité devant le tribunal correctionnel .....	245
§3. Compétence du tribunal correctionnel en matière de nullité.....	247
§4. Cas des ordonnances de renvoi non conformes .....	248
§5. Compétence de la chambre des appels correctionnels en matière de nullité .....	250
§6. Cas des personnes visées par un mandat d'arrêt .....	251
<b>Section 4. Les exceptions de nullité devant la cour d'assises</b> .....	252
§1. Exception de nullité visant des actes antérieurs à l'ouverture de l'audience .....	252
§2. Incidents contentieux en cours d'audience .....	253
§3. Révélation à l'audience d'une nullité de l'enquête ou de l'information.....	254
§4. Les nullités en cour d'assises : peu d'évolution au fil du temps .....	254
<b>Chapitre 3. La juridiction : compétence, garanties fondamentales, liberté d'expression</b> .....	255

<b>Section 1. Les critères de compétence juridictionnelle</b> .....	257
§1. Action et exception d'incompétence juridictionnelle.....	257
§2. Critères de compétence territoriale.....	257
§3. Critères de compétence matérielle .....	259
§4. Compétence sur l'action civile .....	261
§5. Critères de compétence personnelle .....	263
§6. Président de la République et ministres .....	264
§7. Règles de compétence internationale.....	264
§8. Militaires en opérations extérieures .....	266
§9. Exceptions d'immunité personnelle.....	267
§10. La règle <i>Electa una via</i> .....	270
§11. Évolution historique des critères de compétence juridictionnelle.....	271
<b>Section 2. Les garanties d'impartialité et d'indépendance juridictionnelle</b> .....	272
§1. Nature juridique du principe d'indépendance et d'impartialité .....	272
§2. Définitions légales du principe d'indépendance et d'impartialité .....	274
§3. Application jurisprudentielle des notions d'indépendance et d'impartialité .....	275
§4. Quelques textes récents sur les garanties d'indépendance et d'impartialité.....	279
<b>Section 3. Les actions en suspicion légitime et récusation</b> .....	280
§1. L'usage nécessaire des actions en suspicion légitime et récusation .....	280
§2. La procédure de suspicion légitime (CPP, art. 662 et s.).....	281
§3. La procédure de récusation (CPP, art. 668 et s.) .....	282
§4. La procédure de renvoi dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice (CPP, art. 665, al. 2) .....	283
§5. Autres procédures de renvoi (CPP, art. 665, 667-1, 43, 84, 657).....	284
§6. Des procédures progressivement réformées.....	285
<b>Section 4. La liberté d'expression devant les juridictions</b> .....	285
§1. L'immunité judiciaire dans les salles d'audience .....	285
§2. Propos tenus en dehors des salles d'audience .....	288
§3. Comptes rendus de presse judiciaire .....	289
§4. La qualification de dénonciation calomnieuse.....	289
§5. Fait justificatif des nécessités de la défense.....	291
§6. Délit de menaces sur avocat .....	292
§7. Poursuites des propos d'audience exclus de l'immunité judiciaire .....	292
§8. Liberté d'expression des avocats : une évolution récente .....	294
§9. En marge : le statut du lanceur d'alerte.....	295
<b>Chapitre 4. La loi, la Constitution, la Convention européenne des droits de l'homme</b> .....	297
<b>Section 1. La question prioritaire de constitutionnalité</b> .....	299

---

§1. Juridiction devant laquelle déposer une QPC .....	299
§2. Demandeurs à la QPC.....	300
§3. Notion d'écrit distinct .....	300
§4. Objet des QPC .....	300
§5. Critères de transmission des QPC .....	302
§6. Transmission ou non des QPC.....	303
§7. Dépôts successifs de QPC.....	303
§8. Audience et décision du Conseil constitutionnel.....	304
§9. QPC et recours CEDH .....	304
§10. L'histoire récente de la QPC.....	305
<b>Section 2. Panorama de la jurisprudence du Conseil constitutionnel .....</b>	<b>306</b>
§1. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les principes de légalité, d'égalité et de fraternité .....	306
§2. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la procédure de garde à vue.....	307
§3. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les droits de la défense .....	308
§4. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la procédure criminelle.....	308
§5. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le secret professionnel .....	309
§6. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le droit pénal des mineurs .....	309
§7. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la vie privée et l'environnement .....	310
<b>Section 3. L'application directe de la Convention européenne des droits de l'homme</b>	<b>310</b>
§1. Application directe en droit interne de la Convention européenne.....	310
§2. Application directe en droit interne de la jurisprudence de la CEDH .....	311
§3. Esprit de la jurisprudence de la CEDH .....	311
§4. Méthodologie juridique de la CEDH .....	312
<b>Section 4. Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme</b>	<b>313</b>
§1. Sur les articles 2 et 3 de la Convention : droit à la vie et interdiction des traitements inhumains .....	313
§2. Sur l'article 5 de la Convention : droit à la liberté et à la sûreté .....	314
§3. Sur l'article 6 de la Convention : droit à un procès équitable .....	314
§4. Sur l'article 7 de la Convention : légalité des délits et des peines .....	315
§5. Sur l'article 8 de la Convention : secret professionnel.....	315
§6. Sur l'article 10 de la Convention : liberté d'expression .....	315
§7. Sur le protocole n° 1 de la Convention : droit au patrimoine.....	316
§8. Sur le protocole n° 7 de la Convention : <i>Ne bis in idem</i> .....	316
§9. Sur les articles 17 et 18 de la Convention : détournement des droits et libertés de la Convention .....	316

## QUATRIÈME PARTIE

## L'AVOCAT À L'AUDIENCE : DE LA GARDE À VUE À LA COUR D'ASSISES

<b>Chapitre 1. L'avocat au cours de l'enquête de police</b> .....	321
<b>Section 1. L'audition des témoins : statuts et procédures</b> .....	323
§1. Audition des simples témoins .....	323
§2. Audition libre des témoins suspectés en enquête préliminaire .....	323
§3. Audition des témoins suspectés sur commission rogatoire.....	324
§4. Obligation de réponse aux convocations et aux réquisitions de police .....	325
§5. Audition des plaignants par les services de police .....	326
§6. L'assistance par un avocat en audition libre : une réforme de 2015 .....	326
<b>Section 2. La garde à vue : les droits de la personne gardée à vue</b> .....	327
§1. Notification des droits de la personne placée en garde à vue .....	327
§2. Renonciation, retard, différemment de la notification des droits .....	328
§3. Désignation de l'avocat par la personne gardée à vue.....	329
§4. Report de l'intervention de l'avocat en garde à vue.....	330
§5. Entretien confidentiel de l'avocat avec la personne gardée à vue .....	330
§6. Accès limité de l'avocat au dossier d'enquête en garde à vue .....	331
§7. Droit de se taire de toute personne suspectée .....	331
§8. Assistance de l'avocat lors des auditions de garde à vue.....	333
§9. Liberté des réponses de la personne placée en garde à vue .....	334
§10. Port des menottes en garde à vue .....	335
§11. Fouilles, investigations corporelles, examens techniques et vidéosurveillance .....	335
§12. Perquisitions, reconstitutions et parades d'identification .....	336
§13. Victimes et plaignants confrontés en garde à vue .....	337
§14. Prolongation et défèrement à l'issue de la garde à vue .....	337
§15. L'assistance par un avocat en garde à vue : une réforme de 2011.....	338
§16. Le droit au silence en garde à vue : un droit récent.....	341
<b>Section 3. La garde à vue : le contrôle juridictionnel de la garde à vue</b> .....	343
§1. Principes de dignité, de proportionnalité et de légalité de la garde à vue .....	343
§2. Information de l'autorité judiciaire de la mesure de garde à vue .....	344
§3. Délais de garde à vue et prolongations.....	344
§4. Enregistrements des auditions de garde à vue .....	345
§5. À l'issue d'une mesure de garde à vue.....	345
§6. Régimes dérogatoires de garde à vue .....	346
§7. Régime de garde à vue applicable aux mineurs .....	347
<b>Section 4. Les personnes « en fuite » : procédure et droits de la défense</b> .....	349
§1. Absence de droits des personnes en fuite durant l'enquête et l'instruction .....	349
§2. Droits de la défense des personnes en fuite lors des audiences de jugement .....	350
§3. Extradition et mandat d'arrêt européen : procédure.....	352

---

§4. Extradition et mandat d'arrêt européen : détention provisoire .....	358
§5. Entraide judiciaire européenne .....	359
§6. Réclamation par la Cour pénale internationale.....	360
§7. Évolution historique du statut juridique de la personne « en fuite ».....	360
<b>Chapitre 2. L'avocat au cabinet du juge d'instruction .....</b>	<b>363</b>
<b>Section 1. Mise en examen, désignation de l'avocat, débat contradictoire.....</b>	<b>365</b>
§1. Désignation de l'avocat par la personne mise en examen .....	365
§2. Caractère obligatoire de l'interrogatoire de première comparution.....	366
§3. Procédure de première comparution.....	367
§4. Mise en examen dans le cadre d'un supplément d'information ou d'une demande d'entraide internationale .....	368
§5. Mise en examen des mineurs, règles particulières .....	369
§6. Mise en examen des majeurs protégés .....	369
§7. Déclaration d'adresse de correspondance des personnes mises en examen .....	370
§8. Enregistrement audiovisuel des interrogatoires en matière criminelle .....	370
§9. Des règles d'interrogatoire édictées à peine de nullité.....	371
§10. L'interprète durant l'instruction judiciaire.....	371
§11. Débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention .....	372
§12. L'assistance par un avocat à l'instruction : une réforme ancienne.....	376
<b>Section 2. Les interrogatoires et confrontations au cabinet du juge d'instruction .....</b>	<b>378</b>
§1. Le principe du contradictoire appliqué à l'instruction judiciaire .....	378
§2. Interrogatoires de la personne mise en examen par le juge d'instruction.....	378
§3. Conduite des interrogatoires par le juge d'instruction .....	379
§4. Auditions et confrontations des témoins par le juge d'instruction .....	380
§5. Utilisation de la visioconférence par le juge d'instruction.....	380
§6. Audition des témoins anonymes par le juge d'instruction .....	380
§7. Audition des agents infiltrés par le juge d'instruction.....	382
§8. De multiples réformes de la procédure d'instruction .....	382
<b>Section 3. Le témoin assisté : son statut et ses droits.....</b>	<b>383</b>
§1. Attribution de la qualité de témoin assisté par le juge d'instruction.....	383
§2. Droits du témoin assisté au cours de l'information judiciaire.....	384
§3. Mise en examen du témoin assisté par le juge d'instruction.....	385
§4. Conversion du statut de mis en examen en statut de témoin assisté.....	386
§5. Les droits du témoin assisté devant la chambre de l'instruction .....	386
§6. Le témoin assisté, un statut récent dans notre histoire judiciaire .....	386
<b>Section 4. La clôture de l'information judiciaire .....</b>	<b>388</b>
§1. Procédure de règlement contradictoire de l'information judiciaire .....	388
§2. L'ordonnance de règlement du juge d'instruction .....	390
§3. Demande de clôture de l'information judiciaire par les parties (CPP, art. 175-1).....	390

§4. Action en contrôle de procédure d'information judiciaire (CPP, art. 221-3).....	391
§5. Action en carence de procédure d'instruction (CPP, art. 221-2).....	392
§6. Clôture de l'information judiciaire : la maîtrise du délai raisonnable.....	393
<b>Chapitre 3. L'avocat au tribunal correctionnel</b> .....	395
<b>Section 1. La procédure d'audience correctionnelle</b> .....	397
§1. Désignation de l'avocat par le prévenu devant le tribunal correctionnel .....	397
§2. Assistance obligatoire par un avocat devant les juridictions correctionnelles .....	398
§3. Faculté de représentation par un avocat devant les juridictions correctionnelles.....	398
§4. La représentation des prévenus en leur absence : une évolution tardive.....	400
§5. Demandes de renvoi d'audience à une date ultérieure .....	401
§6. Publicité de l'audience correctionnelle et cas de huis clos .....	402
§7. Ouverture de l'audience du tribunal correctionnel.....	403
§8. Ouverture de l'audience de la chambre des appels correctionnels .....	404
§9. Notification du droit au silence devant les juridictions correctionnelles .....	404
§10. Intervention d'un interprète à l'audience correctionnelle.....	405
§11. Modalités de l'audience correctionnelle .....	406
§12. Notes d'audience correctionnelle, donné acte .....	406
§13. Citation des témoins devant le tribunal correctionnel .....	407
§14. Citation de la victime comme témoin et cas particuliers.....	407
§15. Citation de témoins devant la chambre des appels correctionnels .....	408
§16. Déposition des témoins, des experts et des parties civiles devant le tribunal correctionnel.....	409
§17. Audition des témoins anonymes et agents infiltrés devant le tribunal correctionnel.....	411
§18. Réquisitoire et plaidoiries à l'audience correctionnelle.....	411
§19. Spécificités de la procédure de comparution immédiate .....	412
§20. Réformes successives de la procédure de comparution immédiate .....	413
§21. Réformes successives de la procédure correctionnelle ordinaire.....	414
<b>Section 2. Preuve et qualification du délit, motivation du jugement correctionnel</b> .....	416
§1. Les conclusions écrites devant les juridictions correctionnelles .....	416
§2. La preuve du délit : charge et mode de preuve .....	417
§3. Exceptions de preuves prohibées .....	419
§4. Valeurs probantes des procès-verbaux et décisions de justice .....	421
§5. Discussion de la qualification juridique du délit .....	422
§6. Pouvoir du tribunal correctionnel de modification de la prévention et de requalification des faits.....	426
§7. Prononcé du jugement du tribunal correctionnel .....	427
§8. Motivation du jugement correctionnel.....	428
<b>Section 3. Discussion de l'action civile devant les juridictions correctionnelles</b> .....	433

---

§1. Assistance et représentation de la partie civile.....	433
§2. Constitution de partie civile devant le tribunal correctionnel .....	433
§3. Contestation de la recevabilité de la constitution de partie civile .....	435
§4. Consignation de la partie civile sur citation directe .....	436
§5. Désistement de la partie civile, exprès ou présumé .....	436
§6. En cas de décès lors de l'instance correctionnelle .....	437
§7. Les dommages-intérêts devant le tribunal correctionnel .....	437
§8. Demandes de sursis à statuer ou de renvoi sur intérêts civils .....	440
§9. Sur appel des seules dispositions pénales du jugement de première instance.....	441
§10. Sur appel des seules dispositions civiles du jugement de première instance .....	441
<b>Section 4. Les procédures de « plaider coupable » et de transaction pénale .....</b>	<b>443</b>
§1. Procédure de CRPC .....	443
§2. Demande de renvoi en CRPC dans le cadre d'une information judiciaire.....	445
§3. Composition pénale, amende forfaitaire.....	445
§4. Transaction pénale.....	446
§5. Convention judiciaire d'intérêt public .....	446
§6. Les procédures de « plaider coupable » : une innovation en droit français.....	447
<b>Chapitre 4. L'avocat en cour d'assises .....</b>	<b>449</b>
<b>Section 1. L'ouverture du procès de cour d'assises .....</b>	<b>450</b>
§1. Interrogatoire préalable de l'accusé et réunion préparatoire du procès.....	450
§2. Principe de l'assistance obligatoire de l'accusé en cour d'assises par un avocat.....	451
§3. Principe de comparution de l'accusé à l'audience de la cour d'assises .....	452
§4. Liberté de communication de l'avocat et de l'accusé en cour d'assises .....	453
§5. Refus de l'accusé de comparaître à l'audience de la cour d'assises .....	454
§6. Exception de représentation de l'accusé en cour d'assises .....	454
§7. Les parties civiles à l'audience de la cour d'assises.....	455
§8. Principe de publicité de l'audience de la cour d'assises .....	456
§9. Enregistrement des débats de cour d'assises .....	457
§10. Tirage au sort et récusation des jurés .....	457
§11. Exceptions de procédure en ouverture d'audience de cour d'assises.....	459
§12. Rapport liminaire du président en début d'audience de cour d'assises.....	459
§13. Quitter le prétoire : une stratégie de défense exceptionnelle.....	460
<b>Section 2. Interrogatoire de l'accusé, des témoins et experts en cour d'assises .....</b>	<b>461</b>
§1. Interrogatoire de l'accusé en cour d'assises .....	461
§2. Citations des témoins et des experts en cour d'assises.....	462
§3. Prestation de serment des témoins et des experts en cour d'assises.....	462
§4. Déposition et interrogatoire des témoins en cour d'assises .....	463
§5. Déposition et interrogatoire des experts en cour d'assises .....	464

§6. Consignation des dépositions des témoins et des experts en cour d'assises.....	465
§7. Confrontation et retrait des témoins en cour d'assises.....	465
§8. Opposition à un témoignage en cour d'assises .....	466
§9. Non-comparution d'un témoin en cour d'assises .....	466
§10. Audition des parties civiles en cour d'assises .....	467
§11. Audition du témoin anonyme en cour d'assises .....	468
§12. Audition des agents infiltrés en cour d'assises .....	468
§13. Évolution récente de la procédure d'audience criminelle .....	469
<b>Section 3. L'argumentation orale et écrite devant la cour d'assises.....</b>	<b>470</b>
§1. Le principe d'oralité des débats en cour d'assises.....	470
§2. Le donné acte en cour d'assises.....	471
§3. Le dépôt de conclusions d'incident en cour d'assises.....	472
§4. Les questions subsidiaires et spéciales au terme des débats .....	473
§5. Les questions dites factuelles en cour d'assises .....	474
§6. Réquisitoire et plaidoiries en cour d'assises.....	475
§7. Durée de l'audience et des délibérations de la cour d'assises.....	475
§8. La cour d'assises au fil des époques.....	476
<b>Section 4. Prononcé et motivation du verdict de la cour d'assises .....</b>	<b>478</b>
§1. Prononcé du verdict de la cour d'assises.....	478
§2. Critères de motivation des verdicts de cours d'assises.....	479
§3. La motivation des verdicts, une réforme récente .....	482
§4. L'audience civile de la cour d'assises .....	485

## CINQUIÈME PARTIE

### L'AVOCAT ET L'EXERCICE EFFECTIF DES RECOURS

---

<b>Chapitre 1. Les recours lors de l'instruction de l'affaire.....</b>	<b>489</b>
<b>Section 1. Les recours contre les ordonnances du juge d'instruction.....</b>	<b>491</b>
§1. Les ordonnances du juge d'instruction susceptibles d'un appel de droit.....	491
§2. Les ordonnances du juge d'instruction susceptibles d'un appel filtré .....	493
§3. Témoin assisté, appel des ordonnances du juge d'instruction .....	494
§4. Parties civiles, appel des ordonnances du juge d'instruction .....	494
§5. Ministère public, appel des ordonnances du juge d'instruction .....	496
§6. Ordonnances du juge d'instruction insusceptibles d'appel.....	497
§7. Ordonnances du juge d'instruction de refus d'informer .....	497
§8. Ouvertures prétoriennes d'appels d'ordonnances du juge d'instruction .....	498
§9. Cas des ordonnances du juge d'instruction dites complexes.....	499
§10. Formes et délai de l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction.....	499
§11. Cas de délais courts d'appel d'ordonnances du juge d'instruction.....	501

---

§12. Délai générique de deux mois (CPP, art. 802-1) .....	501
§13. Effet suspensif ou non de l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction .....	501
§14. Cas de saisine directe du président de la chambre de l'instruction.....	502
§15. Cas de saisine directe de la chambre de l'instruction non prévus par le code .....	503
§16. Des réformes successives des règles de recours à l'instruction.....	503
<b>Section 2. Les recours en matière de contrôle judiciaire.....</b>	<b>505</b>
§1. Ordonnances de contrôle judiciaire : procédure et motivation .....	505
§2. Appel et demande de mainlevée d'ordonnances de contrôle judiciaire .....	506
§3. Révocation du contrôle judiciaire, non-paiement de caution .....	508
§4. Les mesures de contrôle judiciaire devant les juridictions de jugement .....	509
§5. Expiration des mesures de contrôle judiciaire .....	510
§6. Les réformes successives du contrôle judiciaire.....	511
<b>Section 3. Les recours en matière de détention provisoire.....</b>	<b>511</b>
§1. Critères et délais de placement et de maintien en détention provisoire .....	511
§2. Demande de mise en liberté au juge d'instruction .....	513
§3. Assignation à résidence avec surveillance électronique .....	514
§4. Demande de mise en liberté pour motif médical au juge d'instruction.....	514
§5. Appel des ordonnances en matière de détention provisoire .....	515
§6. Saisine directe de la chambre de l'instruction en matière de détention provisoire.....	516
§7. Les procédures de référé-liberté .....	517
§8. La procédure de référé-détention .....	518
§9. Demandes de permis de visite et d'autorisation de téléphoner.....	519
§10. Placement à l'isolement en détention, interdiction de communiquer.....	519
§11. Demande de sortie sous escorte au juge d'instruction .....	519
§12. Compétence spéciale du JLD en matière d'hospitalisation psychiatrique .....	520
§13. Demandes de mise en liberté devant les juridictions de jugement.....	520
§14. Délais de détention provisoire avant un procès correctionnel .....	522
§15. Délais de détention provisoire avant un procès criminel .....	524
§16. Principe de déduction de la détention provisoire .....	526
§17. Les nombreuses réformes de la détention provisoire .....	526
<b>Section 4. Devant la chambre de l'instruction : audience, argumentation, arrêt .....</b>	<b>529</b>
§1. Convocation devant la chambre de l'instruction.....	529
§2. Comparution personnelle de l'appelant devant la chambre de l'instruction .....	530
§3. Publicité ou non de l'audience de la chambre de l'instruction.....	532
§4. Dossier et mémoires des parties devant la chambre de l'instruction.....	532
§5. Discussion du délai excessif de détention provisoire .....	534
§6. Discussion de la justification de la détention provisoire .....	536
§7. Discussion des conditions matérielles de détention .....	537

§8. Nullité et réitération du mandat de dépôt .....	539
§9. Évocation de l'affaire, supplément d'information.....	540
§10. Pourvoi en cassation contre les arrêts de la chambre de l'instruction .....	542
§11. En cas de déclaration d'irresponsabilité pénale .....	544
§12. Évolutions de la procédure de chambre de l'instruction.....	545
<b>Chapitre 2. Appel, opposition, pourvoi en cassation, recours devant la CEDH.</b>	<b>547</b>
<b>Section 1. L'appel</b> .....	<b>548</b>
§1. Nature juridique du droit d'appel .....	548
§2. L'appel en matière criminelle.....	549
§3. L'appel en matière correctionnelle.....	551
§4. L'appel des jugements correctionnels avant-dire droit .....	555
§5. L'appel en matière contraventionnelle.....	556
§6. Évolution historique de l'appel.....	557
<b>Section 2. L'opposition</b> .....	<b>558</b>
§1. L'opposition à un jugement correctionnel rendu par défaut .....	558
§2. En cas de verdict de cour d'assises rendu par défaut .....	561
§3. Opposition à un arrêt de la Cour de cassation.....	561
<b>Section 3. Le pourvoi en cassation</b> .....	<b>562</b>
§1. L'inscription du pourvoi en cassation.....	562
§2. Mémoires ampliatifs de pourvoi en cassation .....	564
§3. Argumentation orale devant la Cour de cassation.....	566
§4. Décision de la Cour de cassation .....	566
§5. Quelques réformes de la procédure de cassation .....	567
<b>Section 4. Le recours CEDH et le recours en réexamen</b> .....	<b>568</b>
§1. Saisine de la Cour européenne des droits de l'homme .....	568
§2. Procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme.....	570
§3. Le recours en réexamen.....	572
§4. Évolutions passées et présentes du recours devant la CEDH.....	574
§5. Adaptations récentes du recours en réexamen.....	575
<b>Chapitre 3. Les recours lors de l'exécution des décisions de justice</b> .....	<b>577</b>
<b>Section 1. Les recours en confusion de peines et en difficulté d'exécution</b> .....	<b>578</b>
§1. Demandes de confusion de peines.....	578
§2. Recours en difficulté d'exécution .....	580
§3. Recours spécifiques : listes électorales, amnistie .....	582
§4. Rappel historique : les confusions de peines sous l'ancien Code pénal.....	583
<b>Section 2. Les recours en matière de saisies et de restitution</b> .....	<b>583</b>
§1. Demandes de restitution d'objets saisis.....	583